

## Education et confinement

A quelque chose malheur est bon, dit-on. Essayons de le croire en ce moment de confinement, d'absence de classe pour des millions de jeunes Français, et bien plus à travers le monde. C'est en effet l'occasion de s'arrêter un instant sur ce qu'on appelle "continuité pédagogique", "apprentissage ou enseignement à distance", "cours en ligne", etc. Des outils à la pelle existent déjà, mais le confinement exige des résultats puisqu'il s'agit de valider la transmission des connaissances en cette fin d'année scolaire et d'en effectuer la validation. Voici une brève réflexion sur les solutions possibles. Cette réflexion s'appuie sur une expérience personnelle durant la décennie passée (1).

Avant tout, il faut tenir compte de la variété de situations chez les élèves. Ces derniers n'ont pas tous le même profil. Les classes ou groupes non plus. Il en va de même pour les établissements et pour les enseignants. L'expérience acquise en "pédagogie différenciée" pratiquée en classe ou en "soutien scolaire" prodigué aux plus faibles au sein de l'établissement, n'est pas suffisante dans cette situation de confinement. Il y a donc une occasion en or pour développer de nouveaux outils qui pourront servir par la suite, au retour à la normale, à stimuler les études pour le bien de tous, élèves et enseignants.

Les élèves, quel que soit leur âge, peuvent être rapides, lents, distraits, ayant ou non des conditions de travail scolaire appropriées, à l'école et à la maison, connectés ou non, équipés ou non en matériel de réception (ordinateurs, imprimantes), disposant ou non d'un bagage culturel suffisant, peut-être malvoyants ou malentendants, avec des soucis passagers ou malades, etc. Cela est déjà vrai en temps normal, en présentiel. Le confinement l'accroît inévitablement. Dès lors, il serait totalement absurde de se contenter aujourd'hui de recréer les classes à distance, en exigeant par exemple que tous les élèves d'un groupe se connectent au même moment pour recevoir le contenu et dialoguer avec l'enseignant. Quand c'est possible, tant mieux, mais rien ne dit que cela soit le cas majoritairement. Absurde serait aussi la mise en ligne de photocopies sous forme de textes fleuves reprenant le discours qui devait être prononcé en salle ou en amphithéâtre.

Pour faire bref, voici les recommandations que je voudrais exprimer ici :

1. Le contenu du savoir à transmettre doit avoir une articulation claire et visible pour permettre une utilisation graduée ou étalée dans le temps, modifiable, adaptable aux conditions de réception. Un plan personnel de travail ou de révision doit toujours être facilité. Quand c'est possible, et pour entretenir une "assiduité virtuelle", le contenu du cours peut naturellement être révélé par étapes.
2. Les supports sur lesquels se trouve ce contenu doivent être multiples et variés. Le même contenu doit être donné en texte (PDF), en son (MP3), en image (vidéo), en format normal et un autre compacté, lisible sur ordinateurs, même anciens, et sur androids et tablettes, tenant compte des différents systèmes d'exploitation.
3. Etablir clairement les objectifs pratiques et les modalités d'évaluation et de validation, autrement dit sur quoi portent les examens ou la certification. Quoi qu'on dise, l'obtention de la meilleure note possible demeure la première motivation d'une majorité d'élèves. Respectons-les et donnons leur des consignes claires.
4. Le contenu peut être local ou national ; localement, divers degrés de spécificité doivent logiquement être possibles. Les enseignants risquent dans ce cas d'avoir besoin d'aide technique. Il serait normal d'attendre du ministère la mise en place d'une cellule spéciale capable de proposer une large palette de moyens techniques adaptables aux besoins de chaque situation ; cela est vrai notamment dans le supérieur ; au lieu de laisser "se débrouiller" chaque établissement, un dispositif central serait salutaire et sans doute plus efficace. Le CNED dans son format actuel ne suffit pas.
5. Pour le contenu national (collège, lycée, certaines disciplines du supérieur, comme les langues étrangères), il convient de faire concevoir le contenu via un concours national, sur le modèle des concours d'architecture, avec une différence fondamentale : laisser aux enseignants la liberté d'adapter le contenu aux spécificités locales.
6. A tous les niveaux, l'avis des utilisateurs, autrement dit les élèves et leurs enseignants, doit nourrir la réflexion des acteurs du dispositif central, didacticiens et informaticiens.

Dans une configuration idéale, l'enseignant expose la méthodologie, livre des outils d'acquisition du savoir et invite à réfléchir, tout en restant maître du déroulement de l'apprentissage et coordinateur de la réflexion. Le confinement permet d'y songer pour parer à l'urgent, mais aussi de penser à l'avenir en vue de travailler autrement une fois la crise passée. L'enseignant est indispensable et le scénario qui consiste à le voir disparaître face au numérique est une vue de l'esprit, une farce. L'enseignant est un chercheur de connaissances et un transmetteur de savoir et de savoir-faire. Ses outils changent, évoluent, se diversifient, mais il sera toujours indispensable pour expliquer, orchestrer la réception des connaissances, adapter

exercices et contenu, hiérarchiser les objectifs, répondre aux questionnements et également écouter ses élèves pour mieux adapter sa pédagogie. Et, ne l'oublions jamais, conseiller et évaluer.

Pari difficile mais incontournable.

Ghalib Al-Hakkak, agrégé d'arabe, retraité de l'Education nationale

23 mars 2020

*(1) Ces principes ont guidé ma propre pratique de l'enseignement de l'arabe à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, depuis la banalisation d'accès à l'Internet, avec pour objectif principal de toujours aller encore plus loin dans l'apprentissage de la langue avec le même nombre d'heures : temps de cours et temps de travail personnel, mais avec un contenu évolutif. Cette démarche ne pouvait être développée sans un site web spécifique : [www.al-hakkak.fr](http://www.al-hakkak.fr)*